

Après des mois de tensions, le calme retrouvé de la place Gapiand à Saint-Just-Saint-Rambert

Après des mois de tensions entre riverains et populations rassemblées autour de la place Jean-Gapiand, dont le paroxysme était atteint lors d'une rixe à coups de feu à l'automne, les habitants ont retrouvé de la sérénité. Pour l'instant.

Par **Jérôme DELABY** - Hier à 19:00 | mis à jour à 10:02 - Temps de lecture : 5 min

| Vu 674 fois



01 / 04

« Ça n'a plus rien à voir avec ce qu'on a pu connaître. » Cette retraitée installée dans le bâtiment l'Odyssée, situé à côté de la MJC, est apaisée. À l'opposé du sentiment qui l'habitait quelques mois plus tôt. Pendant l'été, les riverains se plaignaient des rassemblements nocturnes quotidiens sur le parking et la place Jean-Gapiand. Rodéos urbains de moto, moteurs enragés, musique à fond, cannettes et résidus laissés sur place, insultes. « On a essayé de discuter avec eux plusieurs fois, indique une résidente. Ça n'a pas vraiment porté ses fruits. » Une tension qui a failli engendrer un drame.

Une soirée d'octobre, des coups de feu retentissent. La voiture neuve d'un jeune de 20 ans est visée sur le parking, et reçoit des dizaines d'impacts, probablement de chevrotine. Les quatre occupants ne sont pas blessés, mais les soupçons sur l'origine des tirs se dirigent vers un habitant de l'immeuble. Jusqu'à 2 heures du matin, une poignée de gendarmes tentent de calmer plus d'une centaine de personnes regroupées autour du bâtiment, prêtes à tout pour y entrer et se faire justice. De nombreuses dégradations avaient été constatées.

Depuis, la municipalité et la gendarmerie font tout pour calmer les esprits. Un arrêté, toujours en vigueur, interdit les regroupements abusifs et la consommation d'alcool de 21 à 6 heures, place Jean-Gapiand, mais aussi d'autres lieux connus de rassemblements dont plusieurs places et parkings. Les rondes de gendarmerie se sont intensifiées. « Ils passent tous les soirs sur le parking, remarque cette résidente. Ils contrôlent aussi les véhicules qui en sortent tard. » Les riverains sont unanimes : « Il n'y a quasiment plus de tapages le soir. »

Réunions de médiation

D'autres acteurs travaillent avec la mairie pour adoucir la situation. La MJC, déjà, l'Agasef (Association de gestion de l'action sociale des ensembles familiaux), surtout. Cette dernière a envoyé des médiateurs prendre le pouls des riverains et des personnes qui avaient l'habitude de se rassembler place Gapiand. Des réunions ont été organisées pour faire le point. « C'est assez constructif, récapitule une résidente. C'est en passant par le dialogue qu'on arrivera à concilier la vie de quartier. pas par la violence. Cela peut prendre du temps. » Pour l'instant, une rencontre entre les deux parties n'a pas abouti. « Ils sont jeunes. Ils ne font rien de bien grave. Ils s'amuse, ils vivent, philosophe une riveraine. Le tout est de ne pas déboucher sur un drame. »

Bien que ces manœuvres d'apaisement semblent fonctionner depuis l'hiver et les journées raccourcies, certains s'inquiètent du retour des beaux jours.

« Est-ce que ces arrêtés n'ont pas juste déplacé le problème ? Est-ce que les rassemblements place Gapiand reprendront pendant l'été ? » L'avenir le dira.

Lieux concernés par l'arrêté municipal d'octobre 2019 interdisant tout regroupement abusif ou prolongé de nature à entraver la circulation et/ou portant atteinte à l'ordre public, à la sécurité, à la



« Je veux savoir qui a tiré sur mon fils »

Les parents du jeune homme visé place Gapiand par des tirs dans la nuit du 26 au 27 octobre sont toujours dans le flou. « On attend encore que la gendarmerie retrouve le tireur. On leur fait confiance, mais on commence à perdre espoir », indique sa mère. Elle s'était rendue, avec d'autres membres de sa famille, devant l'Odyssee, ce soir-là. « J'ai essayé de calmer les jeunes. Ils voulaient entrer dans l'immeuble et tout casser. On ne savait même pas si le tireur était à l'intérieur. Cela aurait pu être bien pire. » Comprenant le sentiment de peur des résidents, elle rappelle que c'est son fils qui était visé. « Moi aussi j'ai eu très peur. Et j'ai encore peur. Je fais des crises d'angoisse. C'est grave ce qui est arrivé. En plein centre-ville ! Personne n'a le droit de tirer sur quelqu'un. » Quelques jours après les faits, son fils interpellé, elle était allée demander en gendarmerie, jusqu'à en perdre ses nerfs, son relâchement. « Nous ne sommes pas des voyous ! Nous n'avons pas fait de garde à vue. Il faut simplement qu'on se respecte. » Bien que l'enquête patine, elle ne lâchera pas l'affaire. « Je veux savoir qui a tiré sur mon fils, et que cette personne soit punie. Ce serait mieux qu'il se dénonce. Je ne classerai pas l'enquête sans suite. »

La police municipale déjà bien équipée

Outre les arrêtés municipaux, les équipements de la police municipale avaient été renforcés à l'été. Déjà porteurs de gilets pare-balles, de menottes, de bombes

lacrymogènes grande capacité, les effectifs avaient été dotés de caméras piétons et certains sont habilités à porter et utiliser des pistolets Taser. Selon l'équipage, passé de quatre à six membres, les caméras piétons dissuadent et préviennent de certaines incivilités, dont le nombre aurait fortement diminué. Des radios de liaison compatibles avec celles de la gendarmerie ont été commandées.

Olivier Joly, maire et candidat à sa succession, a pour volonté de passer les effectifs à neuf membres, d'élargir les horaires d'interventions les soirs et week-ends, et de passer de 42 à 80 caméras de vidéosurveillance dans la commune.

Son adversaire aux municipales, Jean-Pierre Brat, a une vision différente. Il souhaiterait créer en mairie deux postes de médiateurs, indépendant de l'Agasef, en contact permanents avec la population et la gendarmerie. « Ni les caméras ni les Tasers ne résoudront la délinquance », clame-t-il.

L'enquête se dirige vers un tireur extérieur à la résidence

Le coupable des tirs présumés se trouvait-il à l'intérieur ou l'extérieur de la résidence l'Odyssée ? La question occupe les enquêteurs depuis les faits. Un appel à témoins avait été lancé en janvier. Mais rien de précis ne se dégage. Si ce n'est que...

La voiture touchée présente sur le flanc de nombreux impacts de plombs. Il pourrait s'agir de cartouches de chevrotine, vraisemblablement tirées d'un fusil de chasse. L'arme n'a pas été retrouvée. Les pneus étaient visés. La zone d'impact renforce l'hypothèse d'un tireur extérieur à la résidence, ainsi que les différents interrogatoires et perquisitions. La caméra de surveillance de la passerelle longeant la MJC avait été dégradée avant l'incident. Pas de quoi aider l'enquête.

De nombreuses personnes ont été entendues par les gendarmes. Un suspect a été interrogé, puis relâché. Le tireur n'est toujours pas connu. En revanche, plusieurs présents hostiles aux forces de l'ordre ce soir-là seront jugés prochainement pour outrages et menaces de mort envers agents dépositaires de l'autorité publique.

Loire

Montbrison: un «coup de boost» pour les jeunes invisibles du Forez

La Mission locale du Forez et l'Agasef unissent leurs efforts pour repérer, et remobiliser, les jeunes âgés de 16 à 29 ans sortis « des radars des institutions publiques ».

09 févr. 2020 à 19:00 | mis à jour le 10 févr. 2020 à 23:25 - Temps de lecture : 3 min

| Vu 154 fois



L'objet de ce programme ambitieux est de « repérer et mobiliser les publics invisibles » dans le territoire de Loire centre. Photo d'illustration Progrès /Philippe Trias

« C'est un dispositif fondé sur la coopération entre les partenaires », explique d'emblée Anne-Marie Fauvet, directrice de l'Agasef (Association de gestion de l'action sociale des ensembles familiaux).

Tout ce que le Forez compte comme structures d'insertion socioprofessionnelle, d'accompagnement de la jeunesse et d'accès aux droits sont impliqués aux côtés de la Mission locale du Forez et de l'Agasef. L'objet de ce programme ambitieux est de « repérer et mobiliser les publics invisibles » sur le territoire de Loire centre.

Les jeunes en décrochage scolaire principalement visés

Par « invisibles », il faut comprendre les personnes qui « passent sous les radars des institutions publiques, qui ne connaissent pas nos services, et qui, de ce fait, se retrouvent seuls face à leurs difficultés », précise Patrice Romeuf, directeur de la Mission locale du Forez, membre du service public de l'emploi et notamment impliquée dans le dispositif visant à encourager la mobilité des jeunes avec la municipalité montbrisonnaise.

« Cette action vise à “capter” les 16-29 ans sans accompagnement, qui peuvent être connus des élus ou des associations caritatives. Des jeunes en voie de décrochage scolaire ou même complètement décrochés qui ont besoin d'être soutenus par les structures de santé, d'insertion, d'hébergement... », complète Anne-Marie Fauvet.

Objectif : 30 jeunes accompagnés en 2020

Pour financer ce dispositif, les associations partenaires ont répondu à un appel à projet national dans le cadre du Plan pauvreté.

Les moyens alloués au projet ligérien, porté par un consortium d'acteurs de la jeunesse (sept associations ainsi que l'Éducation nationale), permettront de déployer sur le terrain une équipe mobile composée de quatre travailleurs sociaux ainsi que de trois conseillers en insertion sociale et professionnelle (un binôme pour le Forez).

Leurs missions : impulser, animer et coordonner le repérage des jeunes, grâce aux partenaires, notamment l'Éducation nationale, à travers ses plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs scolaires.

« Il s'agit de rencontrer les jeunes selon les modalités qui leur conviennent : rendez-vous à domicile, dans l'espace public, chez un partenaire... », ajoute une éducatrice. « L'objectif est qu'une fois identifié, détaille la directrice de l'Agasef, le bénéficiaire soit remobilisé et accompagné vers les dispositifs de droit commun. C'est un coup de boost pour les jeunes. »

Pour cette première année d'expérimentation, trente Foréziens en situation de précarité pourront ainsi être accompagnés vers l'autonomie.

Deux associations pour une ambition commune

Agasef

Le pôle prévention de l'Agasef intervient depuis 2017, à la demande des équipes municipales, sur les communes de Montbrison (centre-ville et Beauregard) et Saint-Just-Saint-Rambert dans le cadre d'une mission de médiation éducative et sociale.

L'association porte depuis peu le poste d'adulte relais du quartier prioritaire de Beauregard. Elle mène également auprès des établissements scolaires de la Loire des actions de sensibilisation à la laïcité, au harcèlement, à l'égalité femme/homme et à la prévention contre la radicalisation.

Agasef, 15 rue Léon-Blum, 42000 Saint-Étienne. Tél. 04.77.32.51.73. Mail : siege-social@agasef.fr. Site <http://www.agasef.fr>

Mission locale du Forez

Membre du service public de l'emploi, la mission locale du Forez accompagne les jeunes de 16 à 25 ans dans leur parcours d'insertion professionnelle et sociale.

Elle offre ses services aux jeunes sortis du système scolaire sur ses sites de Montbrison et Andrézieux-Bouthéon ou l'une de ses onze permanences extérieures. Chaque année, près de 2000 jeunes sont accompagnés par ses équipes et orientés vers des parcours de formation et/ou d'accès à l'emploi et à l'autonomie.

Maison des permanences, 12 rue de la Préfecture 42600 Montbrison, Tél. 04.77.58.42.03. Mail : contact@mlforez.fr – site : <https://mlforez.fr>

Ils nettoient et embellissent les immeubles Briançon

Mercredi, sur le site Briançon, le Toit Forézien et les partenaires de la commune ont organisé un après-midi embellissement et nettoyage en lien avec des enfants et des habitants.

09 févr. 2020 à 05:00 - Temps de lecture : 2 min

| Vu 119 fois



Enfants et adultes ont travaillé main dans la main pour embellir leur environnement. Photo Progrès /Pascale BIGAY

Sacs-poubelles et pinces en main, ils étaient une quinzaine, responsables d'associations, habitants et enfants à participer à cet après-midi embellissement organisé, mercredi, sur le site du Briançon.

Impliquer les habitants dans l'embellissement et la propreté de leur lieu de vie

Dans le cadre des animations au pied des immeubles, le CCAS (Centre communal d'action sociale), l'Agasef et le Toit forézien, en partenariat avec l'Espace jeunes de Sorbiers et le centre de loisirs et de solidarité (Loiso), ont

organisé cette action pour sensibiliser à la préservation de l'environnement mais aussi pour créer du lien social. Et Céline Bastin, assistante concertation et communication au Toit forézien, d'expliquer : « L'objectif de cet après-midi est bien d'impliquer les habitants dans l'embellissement et la propreté de leur lieu de vie afin qu'ils le respectent. Et dans cette démarche, il est important d'inclure les enfants qui se sont portés volontaires pour nettoyer les espaces verts. »

L'après-midi s'est poursuivi à l'intérieur autour de la réalisation de dessins. Ils seront affichés dans les allées afin de rappeler les bonnes pratiques en matière de préservation et de propreté du quartier. « Ensuite, après le goûter, les enfants se sont vu offrir par le Toit forézien des plantations d'herbes aromatiques à faire pousser chez eux. « D'autres animations autour du jardinage devraient être mises en place sur le long terme afin de pérenniser cette action. »

Le conseil citoyen va pouvoir s'étoffer

10 févr. 2020 à 05:00 - Temps de lecture : 1 min

| Vu 22 fois



Les membres du conseil citoyen ont accueilli les volontaires, samedi matin, à la médiathèque autour d'un café. par des jeunes de l'Agasef. Photo Progrès /Jean-Marc JUGE Les membres du Conseil citoyen ont accueilli les volontaires samedi matin à la médiathèque autour d'un café. Photo Progrès /Jean Marc JUGE

Les membres du conseil citoyen comptaient sur les volontaires ricamandois, samedi matin, pour venir renforcer leur équipe. Ils n'ont pas été déçus. « Nous avons eu six ou sept contacts. Des gens intéressés sont venus prendre un café ou un thé à la médiathèque. Ils ont pris le temps d'écouter, d'échanger sur notre rôle et nos actions. Nous allons les recontacter », se réjouissent-ils. Les panneaux sur le marché invitaient les volontaires à se manifester. ►

Courriel : c.citoyen.ricamarie@gmail.com

« Avec vous pour Sorbiers » présente son programme

Marie-Christine Thivant souhaite rassembler les énergies pour dynamiser la ville avec sa liste « Avec vous pour Sorbiers »

01 mars 2020 à 19:20 - Temps de lecture : 2 min

| Vu 260 fois



Marie-Christine Thivant. Photo Progrès /Marcel RASCLE

« Les travaux du renouvellement du centre bourg ont débuté, et seront achevés d'ici trois années. L'autre projet important sera la mise en valeur du parc Fraisse, qui devrait, à terme, être relié au complexe sportif du Valjoly. Des cheminements seront créés en partenariat avec Saint-Étienne Métropole, qui assurera une partie importante des financements », précise Marie-Christine Thivant.

Mais aussi, des tables de pique-nique seront installées, et la labellisation Refuge LPO (Ligue de protection des oiseaux) demandée, avec le partenariat actif du conseil municipal d'enfants. Cette labellisation sera étendue à d'autres

espaces verts. La Trame verte et bleue sera étudiée avec Saint-Étienne Métropole en direction du Grand quartier.

PUBLICITÉ

[Ads by Teads](#)

Le social restera une pierre angulaire de l'action municipale

Les trois zones d'activités artisanales et industrielles, les sept exploitations agricoles péri urbaines sont moteurs et les demandes d'installations se poursuivent, avec 2000 emplois identifiés dans la commune. La convention opérationnelle signée avec Epora va permettre la dépollution des sols de l'ex-entreprise Isochrome.

Côté sécurité, la liaison permanente avec la gendarmerie est un plus et l'installation de caméras de vidéo protection aux entrées de ville en cours d'études. Marie-Christine Thivant poursuivra la coopération avec l'Agasef (Association de gestion sociale des ensembles familiaux) au vu des résultats probants déjà obtenus auprès de jeunes désœuvrés ou de familles en difficulté.

La trentaine d'associations sportives comptant 3 000 adhérents continuera d'être soutenue financièrement, comme les associations culturelles. La fusion entre les associations de communes voisines sera encouragée. De nouvelles activités verront le jour, comme le sport santé, créé par l'Arc en ciel.

Le volet social restera une pierre angulaire de l'action municipale, avec la création d'ateliers à l'épicerie sociale, les rencontres intergénérationnelles initiées par le Centre communal d'action sociale, le service jeunesse et le conseil municipal des enfants.

Installation de composteurs : Les carrières se mettent au vert

Par De notre correspondante Roseline BONCOMPAIN - 12 mars 2020 à 20:16 - Temps de lecture : 1 min

| Vu 34 fois



Les riverains, derrière les représentants des différents intervenants au projet et les élus. Photo Progrès /Roseline BONCOMPAIN.

Mercredi a eu lieu, au pied de l'immeuble Les Accacias, une réunion sur l'installation de composteurs et de jardins partagés aux Carrières. L'objectif : informer les habitants des 199 logements du Toit forézien.

Des jardins partagés et des arbres à fruits

« Agir collectivement pour l'environnement et en retirer des bienfaits » : c'est une réflexion interne au Toit forézien qui s'inscrit dans une démarche « biodéchets » et souhaite « contribuer à la formation des jeunes, en répondant à un besoin environnemental et patrimonial ». Une convention est signée avec le lycée horticole de Montravel pour formaliser ce projet.

Samia Alloune représentait Saint-Étienne Métropole. Elle appuie cette initiative pour la formation du collectif en charge de l'entretien des composteurs.

Des jardins partagés et des arbres à petits fruits seront mis en place à proximité des composteurs, avec des animations organisées en partenariat avec l'association de gestion de l'action sociale des ensembles familiaux (Agasef). « Prépare ta soupe » ou bien « apprends à faire ta compote » et beaucoup d'autres idées autour de ce thème. « Cette initiative bénéficie du soutien total de la commune », a déclaré le maire, Jean-Michel Pauze.

Plan pauvreté : un dispositif pour repérer les jeunes « invisibles »

Les « invisibles », ce sont tous les 16 à 29 ans « qui sont sortis des radars », expliquent Hubert Morenvilliez de la Mission locale (1) et Audrey Chanut de l'Anef (2). Jeudi matin, les deux structures ont tenté de mobiliser des partenaires autour de la situation de ces jeunes.

15 mars 2020 à 18:24 - Temps de lecture : 2 min

| Vu 55 fois



Ces jeunes ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation. Ils ne fréquentent aucune structure sportive, sociale ou culturelle. Photo illustration/Celik ERKUL

En réponse à un appel à projet de la Direccte (3), trois missions locales de la Loire, l'Agasef (4), l'Anef, la Sauvegarde et Rimbaud se sont vu confier la mission de rendre à nouveau visibles tous les 16 à 19 ans sortis d'un processus de socialisation.

Ces jeunes ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation. Ils ne fréquentent aucune structure sportive, sociale ou culturelle. Mais il s'agit tout d'abord de les repérer et, pour cela, il faut passer du temps sur le terrain, prendre du temps pour rencontrer les partenaires, structures et associations

caritatives. Comme le signale l'un des participants lors de la présentation du projet, « le vrai problème est le repérage mais aussi faire changer le regard de ces jeunes sur les institutions. Nous devons nous-même changer notre regard, trop souvent condescendant, pour les faire venir et les garder ».

Une expérience menée sur deux années

Ensuite, l'objectif est de créer un lien de confiance pour les remobiliser et pouvoir les accompagner durant, au maximum, une année, tout en respectant le rythme du jeune accompagné.

Le dispositif est expérimental sur deux années. Quatre équipes mobiles sont déployées sur les territoires du Roannais, du Forez, de l'Ondaine et de Saint-Étienne dans les quartiers relevant de la Politique de la ville. Chaque équipe devrait pouvoir prendre en charge 25 jeunes par an. L'originalité de la démarche est dans la formule : « hors les murs et aller vers ». Audrey Chanut de l'Anef et Hubert Morenvilliez, de la Mission locale en sont les coordinateurs, l'une à mi-temps et l'autre pour quelques heures.

(1) La Mission locale accueille et accompagne les jeunes de 16 à 25 ans dans leur recherche d'emploi ou de formation. (2) Association nationale d'entraide féminine. (3) Direction régionale des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi. (4) Association de gestion de l'action sociale des ensembles familiaux.

Une belle soirée ciné au parc Henri-Barbusse

09 juil. 2020 à 19:03 - Temps de lecture : 1 min

| | Vu 28 fois



Les Ricamandois sont venus nombreux et en famille, mardi soir, à la soirée cinéma en plein air, organisée au parc Henri-Barbusse. Photo Progrès /Jean Marc JUGE

Le parc Henri-Barbusse est resté ouvert mardi soir, jusque tard dans la nuit. C'était soirée ciné en plein air sous les étoiles. Avec une belle météo, le film *Jumanji : the next level*, film d'action au cœur d'un jeu vidéo, a été projeté par l'équipe du cinéma le Majestic. Tous les ingrédients étaient ainsi réunis pour attirer du monde et passer un bon moment en famille. Les Ricamandois, venus nombreux, ont plébiscité l'initiative municipale. « Une manière de positiver la ville avec des choses qui se remarquent », confiait Marie-Claude Montagnon, conseillère municipale. Les partenaires associatifs, par leur présence active, Tissage Coloré, Vivre ensemble, l'Agasef (Association de gestion de l'action sociale des ensembles familiaux) ont proposé boissons et gourmandises au public et ont su donner un air de fête à l'événement. Une soirée comme pour rappeler la « fête des découvertes » qui, d'habitude, a lieu chaque année ici à la même époque. On remet ça le jeudi 27 août.



Catherine Msaaf, éducatrice de rue : « On est parti tout feu tout flamme pour ne pas perdre le fil »

le 04 mai 2020 - Stéphanie Véron - [Décideur](#)



Cette rubrique « Décideur » laisse place désormais à ceux qui font face quotidiennement au danger du Covid-19. Au plus près de l'épidémie, ils sont au front avec beaucoup d'engagement, nonobstant leurs craintes et interrogations. Quand les applaudissements retentissent sur les balcons, seulement en direction des personnels soignants, focus sur les travailleurs en deuxième ligne : les oubliés du 20 h.

Educatrice spécialisée depuis 32 ans, « Cathy », comme on l'appelle, parcourt les quartiers Nord-Ouest de Saint-Etienne à la rencontre des jeunes de Côte-Chaude, de Jacquard, du Clapier, de Bergson ou de la Terrasse. Depuis 26 ans, son champ d'action est celui de la prévention spécialisée. Dans un métier où le relationnel est important il a fallu composer avec la distanciation sociale, et continuer de délivrer un discours d'utilité publique.

Depuis le confinement, au sein de l'association Agasef, elle continue d'aller vers ces jeunes en délivrant un message dorénavant plus sanitaire qu'éducatif. Au quotidien, ses missions s'appuient sur trois principes. « Celui de l'anonymat des jeunes dont nous cherchons à susciter l'adhésion à des actions non-institutionnalisées », explique-t-elle.

En journée ou en soirée, quand les éducateurs de l'Agasef partent en tournée, c'est la confiance de ces jeunes qu'ils vont chercher pour organiser un peu la gestion de leur temps libre. « Révélateurs d'ambiance », ces adultes ressources deviennent un repère pour eux. La période de confinement a interrogé ces professionnels. « Notre métier est basé sur le relationnel, dès lors comment maintenir une distanciation

sociale en gardant le même contact, dans un espace public dorénavant moins investi? », s'interroge Cathy Msaaf.

La continuité des services a primé sur les doutes. « On est parti tout feu tout flamme pour ne pas perdre le fil et on a bidouillé des masques pour pallier le plus urgent », car le confinement peut accentuer les problématiques personnelles de ces jeunes qui ont su trouver « de petits espaces pour respirer quand la dose à la maison est trop forte. » Et pour maintenir les gestes barrières, ils ont fait preuve d'inventivité. La bise est proscrite ? Le check se pratique désormais du pied ou du coude !

Optimiste par nature

Si en vingt-six ans de métier, l'éducatrice a vu plus de jeunes réussir que de situations d'échec, elle est toujours surprise par le manque de considération accordée aux quartiers. Mais elle reste résolument optimiste car « si moi je n'y crois pas, ils n'y croiront pas. » L'adolescence, cette période un peu charnière, la fascine et elle admet apprendre encore tous les jours.

Si certains sont contents de retourner à l'école, pour d'autres l'année est un peu foutue, reconnaît-elle. Malgré la distribution d'ordinateurs pour faciliter la continuité pédagogique, les conditions du confinement ne favorisent pas toujours l'apprentissage. Cathy Msaaf mise sur la reprise des chantiers éducatifs, mais dans quelles conditions pour assurer la sécurité de tous ?

Témoin de belles initiatives depuis le début du confinement, du genre qui vous réconcilie avec l'humanité, elle constate que la réalité actuelle est la même pour tous. « Ces jeunes s'interrogent sur la possibilité de trouver un employeur dans ce contexte, et de comment ils pourront se déplacer s'il n'y a pas de train. »

Mais la crise sanitaire aura eu également des effets bénéfiques en libérant la parole sur des sujets habituellement tabous. A un âge où l'état amoureux peut être une fulgurance, certains se posent la question de savoir comment ils peuvent entretenir au quotidien une relation sentimentale. Des questions ordinaires mais non-secondaires dans un contexte extraordinaire. Un élan vers la vie dans une société à l'arrêt.

Stéphanie Véron

PARTAGES

Partager

Partager

Partager

Partager

Stéphanie VÉRON
Journaliste

227879973894607

@@lessor42

Ses derniers articles

Advercity déménagement à Saint-Chamond

Deux entreprises ligériennes rejoignent Lyonbiopôle

Action coeur de ville : la première opération immobilière privée livrée à Roanne



Web

Tablette

Mobile

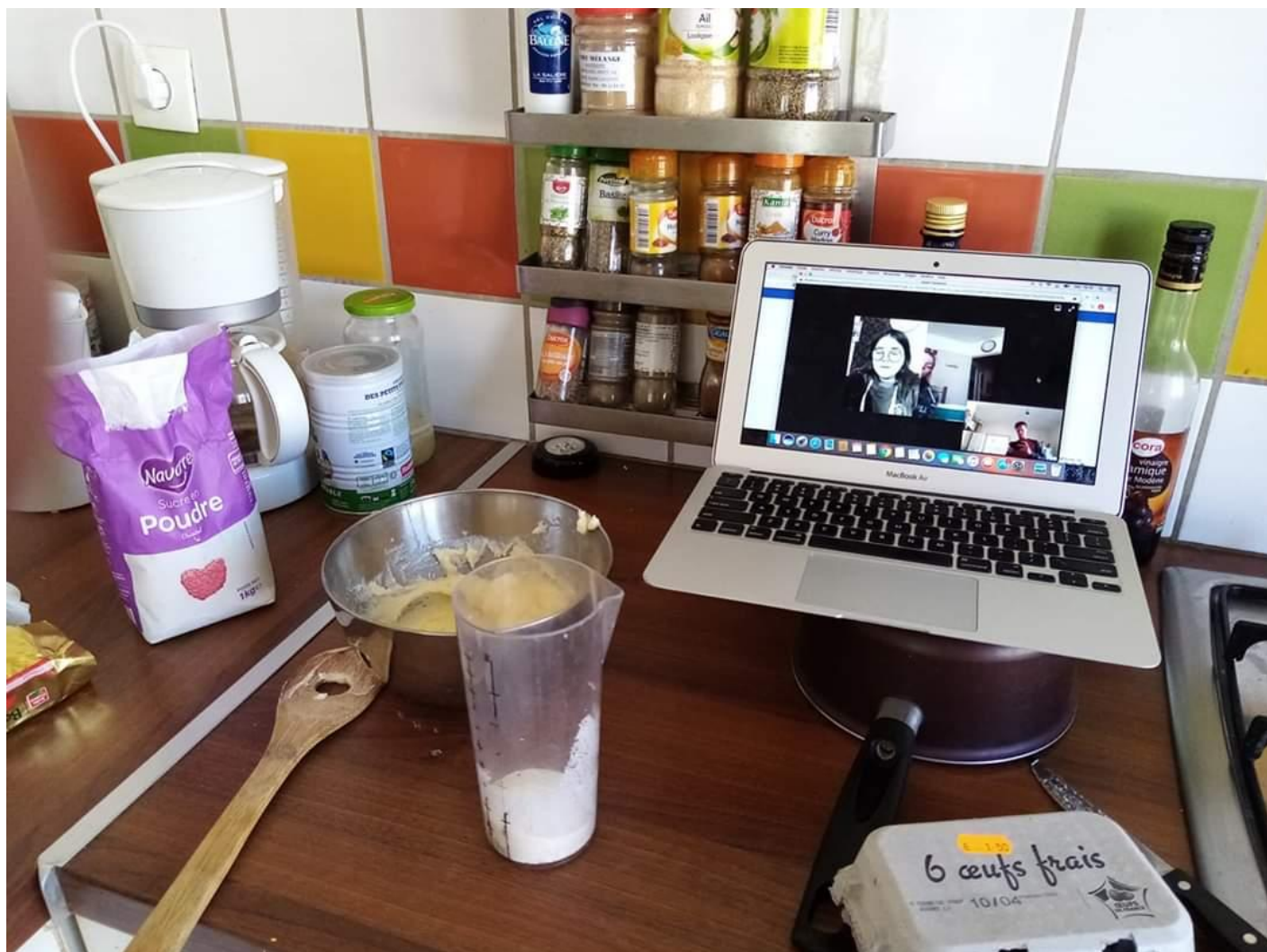
Journal

Abonnez-vous à l'offre Papier + Numérique

L'Essor Loire Journal d'annonces légales et d'informations locales et régionales pour le département de la Loire

- › Pour plus de contenu, papier + web
- › l'accès aux annonces légales,
- › l'accès aux ventes aux enchères.

Je m'abonne



Dans le Pas-de-Calais, l'association "Avenir des cités" vient de proposer un atelier cuisine à distance, pour les adolescents confinés - © Sadek Deghima

Dans la pandémie, la prévention spécialisée s'avère également sanitaire

Face au covid-19, les éducateurs de rue réinventent leurs interventions dans les quartiers populaires. Sensibilisant aux gestes barrières, ils continuent à « aller vers », en voiture, masqués, ou sur les réseaux sociaux. De quoi aider au confinement...

Dans la guerre planétaire contre le coronavirus, au local de l'Agasef, à Saint-Étienne, on a sorti les ciseaux. « *On a reçu des masques en tissu grâce au département de la Loire, mais ils ne sont pas finis, il faut encore les découper* », s'amuse la directrice, Anne-Marie Fauvet. Pour cette association qui assure prévention spécialisée et aide éducative, ces masques seront précieux pour pouvoir rendre visite aux familles. « *Je m'inquiète, car avec le confinement, ça peut partir en vrille...* » A l'heure de la distanciation sociale, nombre d'éducateurs de rue se sont déjà adaptés, pour continuer à « aller vers ».

Travail de rue suspendu

Bien sûr, aux premiers jours du confinement, il n'était plus question d'aborder des jeunes au pied des immeubles. « *Nous avons déjà supprimé toutes nos actions collectives, et dès le 17 mars, nous avons suspendu notre travail de rue* », témoigne par exemple Daniel Dose, qui dirige le service de prévention spécialisée de Moissons nouvelles, dans le bassin houiller de Moselle.

Renforts aux établissements

« *Du reste, les associations avec des établissements ont souvent réquisitionné ces éducateurs pour aller travailler dans les Mecs* », ajoute Anne-Marie Fauvet, qui préside, par ailleurs, le Comité national de liaison des acteurs de la prévention spécialisée (CNLAPS). Bien des personnels ont en effet dû s'en absenter, notamment pour garder leurs propres enfants... Dans le Nord, du reste, les équipes de la « prev' » ont montré « *un élan de solidarité exceptionnel pour venir en renfort dans les établissements de la protection de l'enfance* », y témoigne Marie-Pierre Cauwet, directrice de l'Association de prévention spécialisée nationale (APSN).

Tournées en voiture

Mais voilà : dans les quartiers populaires, « *malgré les consignes laissées par les équipes, les gamins ne sont pas tout de suite rentrés chez eux* », rapporte Anne-Marie Fauvet. Dès cette première semaine de confinement, « *des éducateurs de rue ont donc commencé à intervenir en voiture* », pour repérer les jeunes restés à l'extérieur, puis « *leur expliquer les consignes par téléphone ou sur réseaux sociaux* ». Dans le Nord et le Pas-de-Calais, certains travailleurs sociaux ont même pu « *se trouver des masques avec les moyens du bord et poursuivre ainsi leur travail de rue, malgré des effectifs amputés* », ajoute Marie-Pierre Cauwet.

Théories du complot

Il reste à convaincre de l'urgence de la prévention, face à des adolescents parfois adeptes des théories du complot. « *Le discours moralisateur, ça ne fonctionne pas, pas plus que le rappel des sanctions* », remarque Daniel Dose. « *En revanche, expliquer le risque de ramener le virus à sa propre famille, ça peut faire écho chez certains.* » Et d'après Anne-Marie Fauvet, « *désormais, le confinement est quand même respecté dans beaucoup de quartiers* ».

Face-à-face

Pour les adolescents, le défi est maintenant de supporter le face-à-face avec les parents, dans des logements parfois très exigus. Et les éducateurs de rue peuvent les y aider. « *L'innovation, la créativité, l'adaptabilité, tout cela constitue l'ADN de la prévention spécialisée* », se félicite Marie-Pierre Cauwet. « *Et c'est bien ce qu'elle met en pratique aujourd'hui.* »

Concours du meilleur confinement

« *Désormais l'accompagnement socio-éducatif se poursuit, en mobilisant les réseaux sociaux et les applications numériques, afin de maintenir les liens avec les jeunes mais aussi avec leurs parents* », poursuit la directrice de l'APSN. Le travail social collectif parvient même à se réinventer en ligne. Ce 1er avril dans le Pas-de-Calais, en plein Bassin minier, le club de prévention Avenir des cités avait ainsi donné rendez-vous sur Facebook pour un atelier « *fondant au chocolat* ». Marie-Pierre Cauwet rapporte pour sa part « *des concours du meilleur confinement ou du quartier au calme* », lancés à travers les réseaux sociaux !

Continuité scolaire

« *Nous travaillons aussi sur la continuité scolaire* », ajoute Anne-Marie Fauvet, à Saint-Étienne. Souvent en lien avec les écoles et collèges, les éducateurs de rue peuvent notamment se proposer pour aider aux devoirs à distance - que ce soit par visioconférence, messagerie ou téléphone, selon les équipements disponibles.

Rue virtuelle

« *Avec le département de Moselle, il avait déjà été convenu que nous travaillions, également, sur la rue virtuelle* », précise Daniel Dose, à Moissons nouvelles. Et de fait, comme le note Anne-Marie Fauvet, « *nos éducateurs travaillent déjà souvent sur les réseaux sociaux et avec les messageries* ». Mais « *on a tous fait beaucoup de progrès en quelques jours* », sourit la présidente du CNLAPS.

Le métier habituel

Bien sûr, dans le confinement, la prévention spécialisée peut encore s'exercer physiquement. Ici ou là, des éducateurs de rue se déplacent encore, pour déposer un colis alimentaire, livrer du matériel scolaire, désamorcer une crise familiale... Face au covid-19, au fond, « *le travail reste le même* », souligne Marie-Pierre Cauwet. « *Qu'on soit à côté ou à 10 km, notre métier, c'est le lien* », acquiesce Anne-Marie Fauvet. « *Et cela reste notre métier habituel. Ce sont juste les supports qui changent.* » Certains élus locaux vont enfin pouvoir comprendre les atouts de la prévention spécialisée.

À lire également :

- « [Compenser le confinement](#) » dans les établissements pour enfants
- [La protection de l'enfance en manque de renforts face au covid-19](#)
- Didier Dubasque : « [Le coronavirus ramène le travail social à l'essentiel](#) »

Olivier BONNIN

SOURCES

[Le groupe "covid-19" de l'APSN sur Facebook](#)

Il y a un an, des tirs déclenchaient une émeute... Le tireur n'a toujours pas été identifié

Par Jérôme DELABY - 29 oct. 2020 à 06:00 - Temps de lecture : 3 min

| Vu 490 fois



La Golf criblée d'impacts, a priori de chevrotine, appartenait à un jeune de 20 ans. Photo DR

Dans la nuit du 27 au 28 octobre 2019, des coups de feu tirés en direction d'un groupe de jeunes circulant en voiture, place Jean-Gapiand, avaient déclenché une réaction en chaîne d'incidents et de violences. Une centaine d'individus avait encerclé le bâtiment l'Odysée, persuadée que le tireur s'y trouvait. De nombreuses dégradations avaient été constatées sur la résidence et les voitures garées autour. Les gendarmes avaient, tant bien que mal, fini par maîtriser la situation. Les tensions entre des jeunes, habitués à se rassembler la nuit sur cette place, et les habitants, avaient atteint un paroxysme.

De nouvelles caméras de surveillance seront installées dans la commune

PUBLICITÉ

Un an plus tard, les tensions sont retombées. La tranquillité est revenue, plus ou moins, sur cette place, où se trouvent une maison de retraite, une MJC, une école, une médiathèque. Des arrêtés d'interdiction de rassemblement et de consommation d'alcool avaient été pris rapidement. Ils ont été prolongés cet été. Des patrouilles surveillent les lieux. Un policier municipal supplémentaire va être affecté à la brigade, et les horaires d'intervention élargis. L'éclairage public a été éteint le soir, pendant l'été. Il a été remis depuis, la route longeant la place étant plongée dans le noir aussi. De nouvelles caméras de surveillance seront installées dans la commune.

Concrètement, tout cela rassure-t-il les riverains ? « Il y a moins de tapage, c'est évident », décrit une personne habitant la résidence. Des médiateurs de l'Agasef (Association de gestion de l'action sociale des ensembles familiaux) ont joué les intermédiaires pour adoucir la situation. Une rencontre entre jeunes et résidents s'est soldée par un échec. « Le dialogue reste difficile. On aimerait que les choses s'apaisent. »

« Un sentiment d'injustice » de la famille

Depuis le déconfinement et l'été, de nouvelles incivilités ont été notées. Rassemblements, courses-poursuites, bagarres. Dans l'une d'elles, le jeune de 20 ans visé par les tirs un an plus tôt a été condamné à du sursis. Lui qui voulait tout faire pour retrouver l'auteur des faits, « a tourné la page et se

tient à carreau », explique sa mère, qui reprend le flambeau pour connaître la vérité. « Il a fait des bêtises, certes. Mais est-ce une raison pour qu'on accepte de se faire tirer dessus ? » Alors que l'enquête patine (lire ci-contre), elle a décidé, un an après jour pour jour, de coller des affiches d'appel à témoins autour de la place Gapiand, et dans une voiture de la famille, garée à cet endroit.

« Mettez-nous à notre place. Imaginez si mon fils avait été touché, blessé, tué. » La famille éprouve un sentiment d'abandon dans cette enquête. Elle se sent « pointée du doigt, comme si nous étions de grands voyous ».

Les résidents se sont, pour certains, sentis « mal à l'aise » en voyant les affiches placardées cette semaine, retirées depuis par les forces de l'ordre. « Je comprends cette volonté de vérité, ce sentiment d'injustice, convient un habitant. Mais personne ne sait qui c'est, ici. Cela nous échappe. »

La famille et les résidents se retrouvent sur un point : « La période actuelle renforce le sentiment d'insécurité ».

L'enquête au point mort

Le dépôt de plainte contre X de la famille pour dégradations de bien d'autrui (selon le rapport balistique et l'expertise, les pneus étaient visés), est pour l'instant sans réponse. Un appel à témoins de la gendarmerie en janvier n'avait rien donné. L'enquête a vite été mise en difficulté par le nombre d'échappatoires autour de cette résidence. L'hypothèse la plus probable retenue : le tireur ne faisait pas partie de la résidence, et se serait enfui par l'arrière du bâtiment. Les images des deux caméras de surveillance sont inexploitable.

Un individu, qui aurait tenu dans la journée, devant témoins, des propos menaçant envers le jeune homme visé plus tard, a été suspecté. Son audition et les perquisitions menées à son domicile n'ont rien donné. Il possédait un alibi au moment des faits. La gendarmerie attend un témoignage qui pourrait faire avancer les investigations.

En revanche, plusieurs personnes seront jugées prochainement pour outrages et menaces sur les gendarmes, ainsi que pour dégradations le soir de « l'émeute ».

Toute personne en possession d'éléments susceptibles de faire avancer l'enquête peut contacter la brigade de gendarmerie de Saint-Just-Saint-Rambert au

Assassinat de Samuel Patty : "Il faut que les parents reprennent la main"

20 Octobre 2020

Farid Bouabdellah, directeur artistique et organisateur tous les ans d'une semaine de lutte contre la radicalisation à Saint-Etienne, réagit l'assassinat du professeur d'histoire-géo.

Pour Farid Bouabdellah, « il faut discuter à la maison pour parler des religions » et « la culture est un outil indispensable et fondamental » pour éveiller les consciences et casser les fantasmes.

Voir ou revoir l'interview dans le JT :

La 4e édition de "Comprendre pour mieux Agir » aura lieu du 9 u 13 novembre sur l'agglomération stéphanoise

Cette semaine culturelle a pour but par l'intermédiaire du spectacle vivant, du cinéma et des rencontres, d'apporter un discours et participer à la lutte contre l'embrigadement religieux. Cette action précédemment organisée par le Nouveau Théâtre Beaulieu est aujourd'hui portée par l'AGASEF avec un comité de pilotage composé de la Préfecture de la Loire, la FJJ, le SPIP, la CAF, la Comédie de St Etienne et l'AGASEF, soutenue par la DRAC et le CIPDR.

A découvrir cette année : la pièce de théâtre de Rachid Benzine sur la guerre d'Algérie "Née un 17 Octobre" mise en scène par Mounya Boudiaf, une rencontre avec Georges Salines pour son livre co-écrits avec Azdyne Amimmour "Il nous reste les mots", voir ou revoir le film "Papicha", découvrir la pièce d'Akim Djaziri "Desaxé"...



Replay : Reportage TL7

replay de l'émission

Face au Coronavirus, "certains jeunes sont inconscients" selon l'AGASEF

27 Mars 2020



L' Association de Gestion de l'Action Sociale des Ensembles Familiaux encadre toute l'année des familles en difficulté. Depuis le début de la crise sanitaire, les éducateurs sont sur le terrain pour expliquer aux jeunes les enjeux du confinement. La tâche n'est pas toujours simple, notamment dans certains quartiers où le loisir principale des jeunes est d'être dehors avec leurs amis.

Reportages du jour

<https://www.tl7.fr/replayDetail.php?idEmission=5&idVideo=x7syxzi&start=0>

Derniers replays : Reportage TL7

les derniers replays de l'émission



Un dépistage XXL dans la région

17 novembre

Le Président de la Région, Laurent Wauquiez, veut lancer un dépistage géant du C...



Collecte reportée : la banque alimentaire de ...

17 novembre

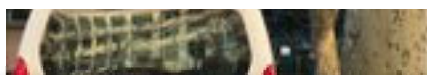
Créée en 1984, la Banque Alimentaire de la Loire devait organiser le weekend des...



Un purificateur d'air au lycée Jacob Holtzer

17 novembre

Dans la Loire, le premier lycée vient d'être équipé d'un système de purification...



Il tue le compagnon de son ex concubine de 9 ...

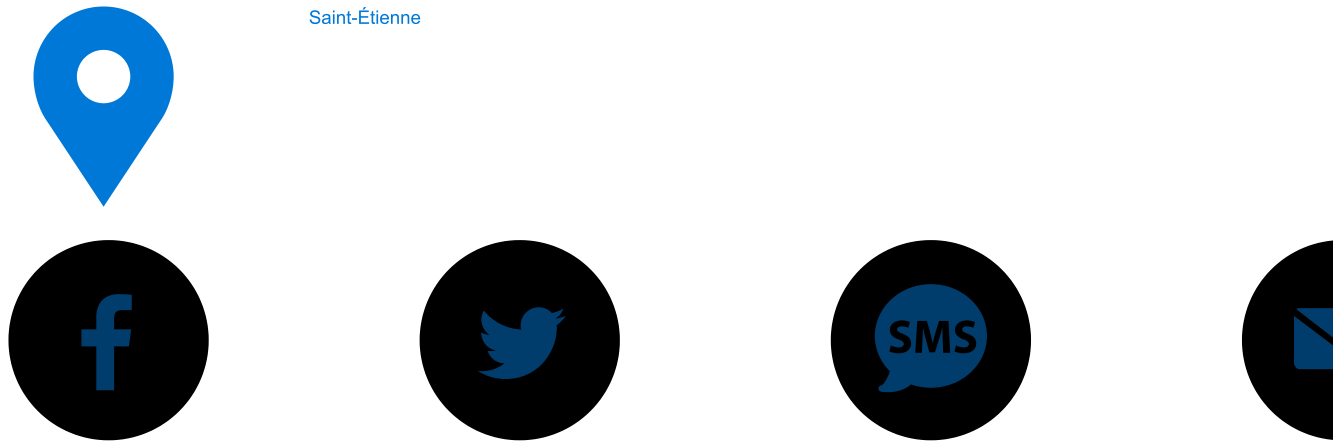
16 novembre

Recevoir TL7



Procès des attentats de janvier 2015 : Farid Bouabdellah ou le travail de fond contre la radicalisation

Mercredi 2 septembre 2020 à 10:29 - Par Tiffany Antkowiak, France Bleu Saint-Étienne Loire



Après les attentats de janvier 2015, Farid Bouabdellah a monté à Saint-Étienne le rendez-vous "Comprendre pour mieux agir", pour parler sans détours, par le biais de la culture, de religion, de citoyenneté et de terrorisme avec les jeunes.



Farid Bouabdellah est le directeur artistique de Comprendre pour mieux agir. © Radio France - Tiffany Antkowiak

Depuis quatre ans, Farid Bouabdellah se donne pour mission avec **le rendez-vous "Comprendre pour mieux agir"** de répondre à la double question *"pourquoi des jeunes recherchent l'obscurité et comment nous on peut apporter la lumière ?"*. Le directeur artistique du Festival des arts burlesques et ancien directeur du Nouveau théâtre Beaulieu à Saint-Étienne estime que la question se pose depuis longtemps, mais qu'elle a été *"réveillée"* par les attentats de 2015 en France, et que la réponse peut venir de la culture, *"un outil formidable pour faire comprendre des choses"*, selon Farid Bouabdellah.

Farid Bouabdellah, directeur artistique de "Comprendre pour mieux agir".

Chaque année depuis 2016, pendant plusieurs jours au mois de novembre, il propose donc avec différents partenaires, associatifs et institutionnels, des pièces de théâtre, des films et des rencontres, à la fois aux scolaires et au grand public, autour des questions de religion, de citoyenneté, de radicalisme politique etc. **Cette année, ce sera du 9 au 14 novembre**, avec l'association Agasef, à Saint-Étienne mais aussi pour la première fois à Roanne.

Les structures d'éducation populaire ont raté des choses

Quand on lui demande si c'est bien son rôle de s'emparer de ces sujets, Farid Bouabdellah n'y va pas par quatre chemins : *"l'État est investi mais il ne peut pas tout faire... il y a des hommes et des femmes sur le terrain tous les jours et justement c'est aux structures d'éducation populaire de s'investir parce qu'elles ont raté des choses"*. Farid Bouabdellah se souvient, il y *"une dizaine ou une quinzaine d'années"* des éducateurs qui disaient *"c'est bon, il fait la prière, il est tranquille, il n'y a plus de problème... ça arrangeait du monde en fait de donner des petites caves pour que les gens aillent prier, le quartier était calme à ce moment-là... mais après ça pète"*.

"Il n'y a pas de spray miracle, comme pour tuer les mouches, pour lutter contre la radicalisation, c'est un travail de fond", poursuit le directeur artistique. Il espère avec "Comprendre pour mieux agir", proposer des clés aux jeunes Ligériens, en donnant notamment "du contre-discours".

Saint-Just-Saint-Rambert : en 2021, l'Agasef poursuivra sa mission de médiation

Hier à 12:00 - Temps de lecture : 1 min



Les agents avaient par exemple rencontré les riverains de la place Gapiand et des gens qui se rassemblaient sur la voie publique pour apaiser les tensions. Photo Progrès / Jérôme DELABY

Grâce à une convention avec l'Agasef (Association de gestion de l'action sociale des ensembles familiaux), la préfecture et la mairie, une poursuite de l'intervention de deux médiateurs sociaux dans la commune a été proposée pour l'année 2021.

***Pour 2021, la participation
financière s'élèverait à 55 500
euros***

■

Ces deux agents ont une mission de médiation éducative et sociale, pour prévenir de la délinquance, apaiser les tensions qui peuvent exister entre groupes sociaux ou conflits individuels (comme entre les riverains de la place Gapiand et des personnes regroupées sur l'espace public).

Pour 2021, la participation financière s'élèverait à 55 500 euros, avec d'éventuels financements complémentaires de partenaires (Département, Région, LFA, etc.).

L'opposition a voté contre cette proposition

Gilles Vallas, conseiller d'opposition, regrettait qu'une telle somme soit engagée sans connaître le bilan de l'année 2020 de cette action. « On a le bilan 2019 qui nous est livré à ce conseil, sans vraiment connaître l'efficacité du dispositif cette année », regrettait-il. Béatrice Dauphin, adjointe déléguée à la cohésion sociale, répondait que « 2020 n'était pas terminée », qu'un « bilan serait sur la table début 2021 », en cette année particulière, et que le vote de cette poursuite de convention permettrait « une continuité d'action ».

Les quatre membres d'opposition ont voté contre cette proposition.

Une boîte solidaire lancée en faveur des plus démunis

L'action solidaire est mise en place en quelques jours et c'est l'effervescence. Tout feu tout flamme, les collectes sont organisées, les affiches réalisées et les réseaux sociaux informés. Les jeunes Ricamandois s'investissent avec le concours de l'Agasef.

Par De notre correspondante, Murielle PEYRE - 03 déc. 2020 à 19:06 - Temps de lecture : 2 min



Laura, une bénévole ; Rhida, venue apporter quelques produits ; Élis Baralon, éducatrice ; Dhania Terra, éducatrice ; Manelle, une bénévole ; Cyrille Bonnefoy, le maire ; et Nasser Malki, éducateur sont présents pour la première permanence de la collecte dans les locaux de l'Agasef. Photo Progrès

/Murielle PEYRE

Noël approche et les jeunes Ricamandois ont souhaité s'investir bénévolement auprès des plus démunis. Le défi est beau, mais comment s'y prendre. Au sein de la structure de l'Agasef (Association de gestion de l'action sociale des ensembles familiaux), une équipe d'éducateurs accompagne les jeunes. L'idée de constituer une boîte solidaire plaît à tout le collectif. En à peine huit jours, tout se met en route. Le concept est planifié : mettre en place des collectes en quatre étapes, chaque boîte contiendra une gourmandise, un produit beauté, un vêtement chaud, style chaussettes, écharpes, bonnets, gants, de préférence neufs et un mot doux. Pour faire savoir au public qu'une telle action est en place, les jeunes et l'Agasef réalisent une affiche et transmettent l'information sur les réseaux sociaux.

Sur le marché samedi

La première collecte a eu lieu mercredi 3 décembre, d'autres se poursuivront jusqu'au 19 décembre avec plusieurs points d'accueil, l'association Tissage Coloré réceptionnera les articles tous les mardis et Vivre Ensemble tous les jeudis dans leurs locaux respectifs mais aussi en mairie.

« Ce samedi, nous installerons un fléchage sur le marché pour faire connaître notre action et rappeler l'adresse des locaux de l'Agasef, situés 25 rue Dorian. Les jeunes monteront des permanences, tous les mercredis,

de 14 à 17 heures, et tous les samedis, de 10 à 12 heures. Cette action est purement caritative et on compte sur la générosité des Ricamandois pour penser aux plus démunis. Il est important que les jeunes s'investissent au sein de ce projet qui permet un engagement bénévole et caritatif. Une fois les collectes terminées, les jeunes constitueront les boîtes, je pense que ça sera des sachets kraft avec un petit ruban. Elles seront remises à l'association du Secours Populaire à Saint-Étienne, qui se chargera de la distribution. On souhaite que cette expérience se réitère sur l'année 2021 », explique l'éducatrice Élisabeth Baralon. Dhanian Terra d'ajouter :

« Notre opération phoning va aussi se mettre en place. Grâce au listing fourni par le Centre communal d'action sociale, les jeunes contacteront des personnes seules pour tisser un petit lien de solidarité et prendre un peu de leurs nouvelles. »

Collectes : tous les mercredis, de 14 à 17 heures, et tous les samedis, de 10 à 12 heures, dans le local de l'Agasef ; l'association Tissage Coloré tous les mardis et Vivre Ensemble tous les jeudis aux heures d'ouverture et dans leurs locaux respectifs ; en mairie tous les jours selon les horaires d'ouverture. Les collectes sont organisées jusqu'au 19 décembre.

« En ces temps de crise Covid, les personnes fragiles ont besoin de portes où frapper »

En cette période de crise sanitaire, les services sociaux sont sur le pont pour aider les personnes fragiles. Les initiatives se multiplient.

23 nov. 2020 à 19:35 - Temps de lecture : 2 min



Aux côtés des services, les élués en charge de l'action sociale restent mobilisées. De gauche à droite : Kheira Bendriss et Corinne Laurent (assises), Marie-Claude Montagnon et Christine Poinas (debout). Photo Progrès / Jean-Marc JUGE

Les quatre élues ricamandoises en charge de l'action sociale le rappellent :

« les travailleurs sociaux sont présents, à l'écoute des besoins. En ce temps de crise Covid, les personnes fragiles ont besoin de portes où frapper, qu'elles n'hésitent pas ».

Elles détaillent ce vendredi les mesures et actions développées par le Centre communal d'action sociale (CCAS) pour venir en appui aux plus fragiles. L'annulation du traditionnel « repas du maire » est compensée « par un colis de Noël festif et une surprise. Il sera distribué aux habitants de plus de 80 ans avec la contribution des élus. Pour celles et ceux qui ne peuvent vraiment pas se déplacer, on ira au domicile pour garder le contact », expliquent-elles.

Le dispositif de livraison de repas à domicile par les traiteurs Mosa et Chapoton a été ciblé « afin de pouvoir servir les personnes isolées extérieures qui ne peuvent plus prendre leur repas à La Récamière ».

« *La mairie est toujours prête à répondre avec bienveillance* »

Les colis alimentaires continuent à être distribués, pour les personnes qui y ont droit, par Ric Solidarité avec un appui possible par des élus volontaires.

Ce souci de maintenir du lien se retrouve dans une initiative projetée en partenariat avec l'Agasef (Association de gestion de l'action sociale des ensembles familiaux). « Dans l'esprit du Plan canicule de l'été, de jeunes

bénévoles motivés (accompagnés par un éducateur) prendront contact avec une personne âgée, après son accord et en toute confidentialité, pour lui rendre de menus services. Comme aller chercher des médicaments, un livre à la médiathèque, récupérer une commande. Mais sans manipulation d'argent », précisent les élues.

Des Café seniors ont eu lieu en septembre et octobre. Un petit-déjeuner intergénérationnel s'est tenu en visio avec l'Escale et les résidents de La Récamière le 7 octobre. Le repas de Noël se tiendra bien à la résidence le 19 décembre, avec un spectacle, mais sans les familles et les personnes extérieures. « La mairie est toujours prête à répondre avec bienveillance », soulignent-elles.

(1) Association de Gestion de l'Action Sociale des Ensembles Familiaux Contact CCAS
04.77.81.04.08/patricia.wegner@ville-la-ricamarie.fr

Saint-Étienne

GRDF offre cinquante ordinateurs à des structures sociales

24 déc. 2020 à 19:39 - Temps de lecture : 1 min



De gauche à droite : Jean-Paul Valléry de l'Étoile de Montaud, Béatrice Brassset de GRDF, Sonia Pastor de Face, Jean-Charles Guillet de la Sauvegarde, Serge Grossepièce de l'Agasef et Siam Labich, adjointe au maire. Photo Progrès / Josette GENTE

« Chaque année, GRDF change les ordinateurs portables de ses agents »,

explique Béatrice Brassset, directeur des ressources humaines chez GRDF.

« Nous les avons fait reconditionner pour qu'ils puissent venir pallier les

besoins d'outils informatiques déjà exprimés par les jeunes lors du premier

confinement, afin qu'ils puissent suivre leurs cours ou continuer leurs

recherches d'emploi ou de formation sur Internet. »

GRDF a été sollicité par Face (Fondation Agir contre l'exclusion), dont l'entreprise est partenaire et à qui elle a remis cinquante ordinateurs, qui seront redistribués à des jeunes via des structures adhérentes.

Mardi à midi, au cours d'une petite rencontre qui a eu lieu dans les locaux de l'Agasef, rue Léon-Blum, les ordinateurs ont été officiellement remis à Jean Charles Guillet de La Sauvegarde, Serge Grossepèce de l'Agasef et Jean-Paul Valléry de l'Étoile de Montaud par la présidente de Face, Sonia Pastor. Ils contribueront à du soutien scolaire, des recherches de stages ou autres dispositifs en projet.

Face s'en réserve un certain nombre pour des prêts à des demandeurs d'emploi ou des opérations en cours comme « WiFilles » ou « Cité éducative ».

LA RICAMARIE Jeunesse

Solidarité : le bel exemple des jeunes de l'Agasef

Avec 147 boîtes confectionnées et confiées à des associations caritatives, et plus de 50 personnes âgées contactées par téléphone, les jeunes de l'Agasef ont manifesté un puissant élan solidaire envers les plus démunis.

Une petite dizaine de jeunes est présente ce mardi soir au local de l'Agasef. Pour fêter la fin d'une belle action.

Une action de solidarité auprès des personnes démunies dans laquelle ils se sont lancés, bénévolement, il y a à peine trois semaines.

« On était partis pour 30 boîtes, on en a confectionné 147 »

« On a vraiment foncé dans ce projet qui a été un vrai moment de vie et de rencontre », confie Elisa Baralon, une des éducatrices de l'Agasef (1) qui, avec ses collègues Dhania Terra et Nasser Malki, a

accompagné les jeunes Ricamandois. Assia, Manel, Laura et Kim se réjouissent : « on était parties pour 30 boîtes solidaires, on en a confectionné 147 avec les produits collectés ! ». Des sacs joliment décorés contenant une gourmandise, un produit de soin esthétique, un petit vêtement chaud, qui ont été remis au Secours Populaire, à Maraude United, à Saint-Étienne et à Ric Solidarité.

Une mobilisation d'ampleur

« Beaucoup de Ricamandois ont donné, précise Elisa, et même des vêtements d'hiver, ce qui n'était pas prévu. On a dû faire le tri et on a aussi donné tous les surplus aux associations ».

La mobilisation a surpris par son ampleur. « C'est une initiative qui a résonné fort sur toute la commune », se réjouit l'éducatrice.

Abdel, Ryan et Ikran font partie des sept jeunes qui

“ On se sent utiles à quelque chose ”

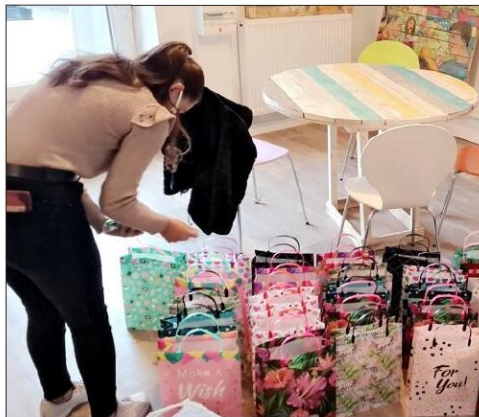
Les jeunes de l'Agasef

ont participé à l'action phoning. « On a téléphoné à des personnes isolées pour savoir si elles avaient besoin d'aide et prendre de leurs nouvelles » expliquent-ils. Depuis le 8 décembre, plus de 50 personnes ont été contactées, à partir d'une liste fournie par le CCAS (2). Peu de besoins exprimés mais un accueil plutôt bon.

« On se sent utiles à quelque chose et c'est bien de montrer aux gens que les jeunes de La Ricamarie ce n'est pas ce qu'ils pensent. Si c'est à refaire, ce sera avec plaisir ».

(1) Association de gestion de l'action sociale des ensembles familiaux

(2) Centre communal d'action sociale



Les jeunes ont confectionné 147 boîtes solidaires joliment décorées. Photo Progrès/fournie par l'Agasef

« C'est un point de départ » pour Elisa Baralon

« C'est un point de départ. On va essayer de poursuivre en 2021. Les jeunes se sont vraiment engagés, notamment auprès des personnes âgées, c'est très valorisant pour eux. Il faut aussi remercier tous les participants. Un partenariat fort s'est noué avec le Secours Populaire et Maraude United. »